

mande de la part des consommateurs des choses qu'il produit et se débarrasser ainsi de son surplus; ou bien il se mettrait à la recherche des savants les plus expérimentés et les plus compétents qu'il est possible d'obtenir à prix d'argent afin qu'ils lui apprennent comment transformer économiquement l'outillage de sa fabrique de façon à produire une autre denrée susceptible de fabrication économique et d'écoulement. Voilà ce que font tous les établissements industriels prospères du continent nord-américain.

Nous avons un surplus de blé. Je ne m'inquiète pas à la pensée que ce surplus durera bien longtemps. Dès que la guerre sera terminée, il fondra comme la neige au soleil. Je crois cependant que deux, trois ou quatre ans après la fin de la guerre, nous nous trouverons de nouveau aux prises avec un surplus. Or, au lieu de ne compter que sur les moyens de nous débarrasser de notre blé vendu comme tel, je préférerais penser que notre pays demande aux savants les plus compétents de découvrir d'autres denrées dont la production pourrait se faire économiquement dans l'Ouest canadien, ou, de trouver d'autres moyens d'utiliser les denrées que nous produisons maintenant en si grandes quantités. Je crois qu'on trouvera la solution du problème dans le cerveau et dans les expériences de nos jeunes savants. Cependant, ayant pris sur moi, comme l'ont fait d'ailleurs certains autres honorables députés de l'Ouest, d'examiner la situation avec le Conseil national de recherches,—et ces excellents fonctionnaires font de la très bonne besogne dans cet édifice,—voici ce qui me frappe. Du fait même que cet établissement est situé ici au cœur même du Canada industriel, ces gens ont à s'occuper davantage des problèmes des industries de l'Est canadien que de la nécessité pressante de faire porter les recherches scientifiques sur la découverte de moyens de transformation de nos ressources agricoles et autres ressources primaires ainsi que sur la fabrication de nouveaux produits, puis de la découverte de nouveaux moyens d'utiliser nos produits agricoles et nos autres produits naturels.

J'espère que tout ce qui s'est dit depuis quelques jours au sujet de ce crédit aura pour effet de porter le Gouvernement,—je ne doute aucunement des dispositions du ministre à ce sujet,—à acquiescer à la demande des représentants de l'agriculture et à voir ou bien à ce que soient établis dans notre pays, sous la direction du ministre de l'Agriculture, des laboratoires dirigés par des savants dont les principales fonctions seront de découvrir de nouveaux moyens d'utiliser nos produits agricoles, ou bien à ce qu'un nouvel essor soit donné à ce domaine des recherches que l'on a confié à notre Conseil national de recherches.

A mon point de vue, les industriels et les manufacturiers de l'Est du Canada, ou même du Canada en général, profitent de la science et du travail du Conseil de recherches dans une bien plus grande mesure que les producteurs de matières premières. Je ne dis pas que ces travaux de recherche se font au détriment de ces derniers, mais j'affirme qu'ils visent bien plus à satisfaire les besoins de l'industrie que ceux des producteurs, lesquels, pris isolément, ne sont pas, comme les grands établissements industriels du pays, imbus de la nécessité de l'étude et de la recherche scientifique.

Pour ma part, je serais très désappointé si, cette discussion amorcée par des membres sérieux des deux côtés de la Chambre ne produisaient aucun résultat. Ceux qui y ont pris part ne s'inspirent d'aucun motif égoïste, mais ils s'efforcent d'assurer le bien-être du pays tout entier. C'est du moins le but que je poursuis, et sans doute celui des autres honorables députés qui ont pris part à cette discussion. Il est naturel que je n'oublie pas ma province. C'est peut-être la seule province du Dominion à posséder un surplus d'énergie électrique, sans parler de ses possibilités en houille et en pétrole qui pourraient servir à la fabrication et à la préparation des produits naturels des prairies. Comme tous les cultivateurs du Canada, je considère le ministre comme le champion de l'agriculture et je compte sur lui pour trouver de nouveaux modes d'emploi pour nos produits. Il faudra en venir là, et la solution du problème dépend des découvertes de nos savants. Tenant compte de l'ampleur du problème qui se pose et se posera dans l'Ouest canadien, j'espère que jamais plus ce crédit ne représentera une somme aussi mesquine exprimée en dollars et en cents.

M. JAUQUES: Cette question d'excédent de vivres n'est pas nouvelle; elle date de longtemps. Bien entendu, comme l'a dit le ministre de l'Agriculture,—et j'aime à voir chez le ministre de l'Agriculture l'un des hommes les plus sensés du Canada,—si nous envisageons cette question du point de vue de la guerre, nous pouvons en venir à une certaine conclusion; par contre, si nous voyons plus loin que l'immédiat et que nous songions à l'après-guerre, j'ai l'impression que notre opinion sera bien différente.

Certains honorables députés ont dit que le grand problème consiste à confier aux savants la tâche de découvrir des méthodes appropriées de gaspiller autant de provisions de bouche que possible. C'est à cela que la proposition se résume, car nous avons ou nous aurons un prétendu excédent. Dans l'intervalle qui s'est écoulé entre les deux guerres, des millions d'êtres humains ont souffert de sous-alimentation. N'est-ce pas